

La bataille de Paris

Que ne ferait-on pour devenir le premier maire de France... ?

■ Nul ne connaît encore son nom mais très bientôt, après les municipales de mars prochain, la V^e République comptera un nouveau personnage clef : le maire de Paris. Parce que la réforme du statut de la Ville de Paris lui donne des pouvoirs réels, parce qu'il disposera d'un budget de sept milliards de francs et qu'il régnera sur deux millions deux cent cinquante mille habitants, cet homme sera l'un des plus puissants de France.

Cela, les politiciens parisiens le savent. Certes, l'histoire les fait un peu frissonner : les onze maires qui gouvernèrent Paris en mille ans n'ont jamais tenu très longtemps. Et ils ont presque tous mal fini : l'un d'eux fut guillotiné, et le dernier en date, Jules Ferry, s'est enfui devant la Commune. Cela ne suffit pas à décourager les ambitions : une bataille sans merci s'est engagée entre les fractions de la majorité pour la conquête de ce siège de maire.

Paris, ville volage, versatile, est sensible aux modes. Elle amplifie les courants, constatent les politologues. On peut donc s'attendre, lors des prochains scrutins, à une forte poussée socialiste. Mais la majorité paraît si sûre de l'emporter, en mars prochain, qu'elle se querelle sans discontinuer. D'un côté, les R.I., hypergiscardiens, sous la houlette de Jacques Dominati. De l'autre, l'U.D.R., ultra-chiracienne, emmenée par deux archéogaullistes à qui l'ancien Premier ministre a redonné foi, Christian de La Malène et Pierre Bas. Trois réunions ont déjà eu lieu, entre les secrétaires généraux des partis de la majorité, pour tenter de trouver une solution à l'imbroglio parisien. En vain.

Les quartiers chics

Jacques Dominati, député, secrétaire général des républicains indépendants, rêve depuis longtemps de la mairie de Paris. Mais son tort a peut-être été de partir trop tôt dans la course à l'écharpe. A la tête du groupe Paris-Avenir, qui rassemble des R.I. et certains centristes (vingt et un conseillers de Paris en tout), il s'est battu pour le changement, pour « l'ouverture », la mort de « l'Etat-U.D.R. » et n'a jamais cessé de vilipender les gaullistes.

Voici peu, l'U.D.R. baissait la tête devant ses imprécations. Plus maintenant. Revigorés par les « appels » hebdomadaires de Jacques Chirac, les petits notables du gaullisme sont décidés à lui barrer la route de la mairie. Jacques Dominati se présente comme le candidat favori de Giscard ? Ils s'en moquent. Ils sont prêts à se présenter sous leurs propres couleurs, contre les listes de Dominati. « Evidemment, si la majorité est divisée, la gauche a ses chances », convient Pierre Bas, président du groupe Paris-Majorité, qui rassemble les U.D.R. et certains centristes (trente-huit conseillers au total). Mais il le dit paisiblement, comme s'il était tout à fait capable de prendre ce risque.

Pourquoi l'U.D.R. est-elle si décidée et si sûre d'elle-même ? D'abord, parce qu'elle estime qu'elle ne sortirait pas laminée d'une confrontation avec les républicains indépendants : pour elle, les giscardiens ne sont guère implantés que dans quelques quartiers chics. Les hommes de l'U.D.R., en revanche, s'appuient sur la petite bourgeoisie parisienne et disposent d'une logistique impressionnante : celle de députés bûcheurs et « clientellistes », comme Fanton, Tibéri, Marcus, Kasperreit, etc.

Ce n'est pas tout. Le 20 septembre dernier, Pierre Bas a lancé la candidature de Christian de La Malène pour la mairie de Paris. « C'est le plus compétent », dit-il. C'est en tout cas le seul technicien qualifié de la majorité, celui qui peut décrire sans notes toutes les finances de la Ville. Rapporteur général du budget de Paris — et du district —, il est l'homme fort de la capitale. Sa gestion est réputée saine, à l'heure où d'autres capitales, comme New York ou Rome, sont couvertes de dettes.

Sous sa houlette, Paris a gagné des parkings et un périphérique mais perdu des espaces verts. Pis : la capitale, qui a aujourd'hui 87 750 logements vides — parce qu'ils sont trop chers —, compte 45 000 personnes environ inscrites au fichier des mal-logés.

Pour compliquer encore le mic-mac majoritaire, Bernard Lafay, actuel président du Conseil de Paris et homme de toutes les combinaisons, en échafaude une nouvelle, en coulisses, pour se placer dans la bataille. Maurice Doublet, l'ancien préfet de la région parisienne, très mal vu par Giscard, guigne aussi la mairie, avec le soutien de quelques gaullistes. Quant à René Galy-Dejean, ancien directeur de cabinet de Georges Pompidou, conseiller de Paris et second de Michel Jobert au Mouve-

ment des Démocrates, il a posé sa candidature à la mairie et bat le rappel des jobertistes. Pierre Bas : « Il fait le jeu de la gauche. »

Tirailée surtout entre Jacques Dominati et Christian de La Malène, la majorité peut très bien finir par se mettre d'accord sur un troisième larron. Pierre-Christian Taittinger, par exemple. Nommé en janvier dernier secrétaire d'Etat à l'Intérieur, cet ancien président du Conseil de Paris semblait avoir la faveur de Giscard pour la mairie. Mais maintenant le voici secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. A-t-il gardé sa chance ? Nul ne peut dire — pas même Dominati — sur qui se portera le choix du souverain. Taittinger, pourtant, ne doute pas. Ce grand bourgeois distingué mais communicatif, giscardien mais gaulliste, sait tirer parti de tout, même de sa fortune : « Jamais notre nom n'a pu être associé à un pot-de-vin. » Et il a même un programme : « Il faut que Paris redevienne la capitale des idées et des arts. »

Le trop-plein

La gauche peut tirer avantage de blessures qui, dans la majorité, ne se panseront pas de sitôt. Mais voilà : elle a du mal à se mettre d'accord sur la composition des listes d'union ou encore sur un nom pour mener la bataille. Là aussi, c'est le trop-plein. Les socialistes ont le choix entre Georges Sarre, un postier méthodique, animateur du C.E.R.E.S., et Claude Estier, un des lieutenants de François Mitterrand, à moins qu'ils n'optent pour Pierre Guidoni ou Lionel Jospin. Les communistes, eux, peuvent aligner Paul Laurent, le second du Parti, ou bien Henri Fiszbín.

Cette incertitude serait dangereuse si une élection législative partielle n'allait bientôt départager socialistes et communistes : elle aura lieu le 14 novembre, dans le V^e arrondissement. Face à l'ancien secrétaire d'Etat, Jean Tibéri, qui tente de retrouver son siège, ils pourront mesurer leur influence respective. Le P.S. présentera probablement Pierre Guidoni, un de ses meilleurs orateurs. Le P.C., lui, a déjà désigné Jean Elleinstein, historien et porte-flambeau de l'« ouverture ». S'ils augmentaient sensiblement leur score, les socialistes pourraient, alors, revendiquer le poste de maire et la majorité des sièges dans les listes de l'Union de la Gauche à Paris. Et celle-ci — à laquelle un sondage confidentiel donne 48 % des voix pour le moment — aurait, alors, une petite chance de conquérir la première mairie de France.

FRANZ-OLIVIER GIESBERT



Pierre-Christian Taittinger



Christian de la Malène



Jacques Dominati

Des blessures qui peuvent avantager la gauche